



HAL
open science

Egypte, Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Egypte, Yémen. Images Économiques du Monde 2013, Armand Colin, 2012.
halshs-01235451

HAL Id: halshs-01235451

<https://shs.hal.science/halshs-01235451>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉGYPTE

Premières élections démocratiques sur fond de tensions politiques et sociales

Si l'Égypte a connu les premières élections démocratiques de son histoire, législatives en novembre 2011 et janvier 2012, présidentielles en mai-juin 2012, le transfert du pouvoir à un régime civil ne s'est pas fait sans heurts. Aux commandes du pays depuis la chute de Moubarak le 11 février 2011 le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) a porté atteinte à un certain nombre de droits fondamentaux qu'il prétendait vouloir protéger. En 2011, en même temps qu'il a démantelé le Service de Renseignement de la Sûreté de l'État et autorisé les partis politiques à présenter légalement un candidat aux élections, il a interdit la grève, maintenu l'état d'urgence en vigueur depuis 1981, adopté une loi punissant les « troubles à l'ordre public », renforcé les restrictions à la liberté de la presse (bloggeurs placés en détention par des tribunaux militaires pour avoir critiqué l'absence de réformes), et inquiété les ONG de défense des droits humains qui recevaient des fonds étrangers. En conséquence, des manifestations ont éclaté en novembre 2011, faisant près de 50 victimes et plusieurs centaines de blessés, l'armée ayant tiré à balles réelles et dispersé de vieux gaz lacrymogènes provenant des stocks de la police anti-émeutes de Moubarak. Un mois plus tôt, 23 personnes sont mortes de la même manière lors d'une manifestation copte à Maspero (Le Caire). Le CSFA est par ailleurs accusé, par les jeunes révolutionnaires et les Frères Musulmans (FM), victorieux des élections législatives, de ne pas avoir empêché le massacre de Port-Saïd du 1^{er} février 2012 faisant 80 morts parmi les spectateurs d'un match de football et, surtout, d'avoir détruit le symbole de la place Tahrir, en laissant s'y installer voyous et trafiquants et en murant les rues qui y mènent. Ainsi, c'est à Abbassiya et non à Tahrir, quartier nord du Caire où est situé le Ministère de la Défense, que sont tombés, en mai 2012, une dizaine de sympathisants salafistes venus protester contre l'exclusion de leur candidat, Abu Ismaïl, à l'élection présidentielle, alors même que leur principale force politique, Hizb al-Nur, a remporté près de 25% des suffrages lors des législatives. Le candidat FM, Mohammed Morsi, est quant à lui sorti victorieux (51,7 %, soit 13 millions de voix environ) du deuxième tour de l'élection présidentielle du 17 juin 2012 qui l'opposa à Ahmed Shafiq, l'ultime premier ministre de Moubarak. Sa satisfaction fut brève, le CSFA ayant dissous le parlement quelques jours avant la proclamation des résultats par la commission électorale. L'armée, grâce à une déclaration constitutionnelle spécifique, s'est en effet octroyé l'ensemble des pouvoirs législatifs et le contrôle des budgets de l'État. Morsi a dénoncé un « coup d'État constitutionnel » des militaires. Les jeunes révolutionnaires ont quant à eux repris la place Tahrir, aux côtés des sympathisants FM, visant à chasser définitivement le CSFA du pouvoir.

Grave crise économique

La période de transition politique en Égypte n'a pas été propice à la relance économique du pays qui subit par ailleurs les effets de la crise financière. Les recettes du secteur touristique, pilier essentiel de l'économie nationale avec les revenus générés par le canal de Suez, ont accusé une baisse de 30% en 2011. Le manque à gagner serait de 4 milliards de dollars, une somme que l'Égypte a demandé en 2012 sous forme de prêts aux bailleurs (FMI et Banque Mondiale), qui se montrent néanmoins découragés, autant que les touristes et les investisseurs, par l'instabilité politique. Autre sujet d'inquiétude, la baisse des réserves en devises de la Banque Centrale, qui ont diminué de moitié entre 2011 et 2012. Ajoutée à un déficit budgétaire d'environ 10% du PIB, cette diminution remet en question le maintien du coûteux système de subvention des produits de base (pain, essence, gaz

domestique) dans un pays où 40% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour. À plusieurs reprises en 2012, les stations-service du pays ont été hors d'usage, la rumeur de flambée du prix à la pompe ayant créé une situation de panique et de pénurie dans les grandes villes.

YÉMEN

Défis majeurs pour le nouveau président

Sous la pression de la rue, du Conseil de Coopération du Golfe qui a tenté plusieurs médiations et du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a condamné les violences persistantes, Ali Abdallah Saleh a consenti à quitter le pouvoir le 23 novembre 2011, après 33 ans passés à la tête de l'État yéménite. Abd Rabbu Mansur al-Hadi, seul candidat, a été élu président de la République le 21 février 2012. Il fut vice-président depuis 1994 et président par intérim entre juin et septembre 2011 alors que Saleh se faisait soigner en Arabie Saoudite des suites d'une attaque contre son palais de Sanaa. La formation d'un nouveau gouvernement national intégrant des représentants du parti au pouvoir et de l'opposition n'a pas suffi à mettre un terme aux manifestations de la Place du Changement à Sanaa, emmenées par Tawakkol Karman entre autres, prix Nobel de la paix 2011. En refusant de quitter plus tôt le pouvoir, en plaçant habilement son vice-président aux commandes du pays et son neveu à celles de l'armée, en négociant son immunité pour les crimes commis sous son gouvernement tels que la bavure policière du 18 mars 2011 qui entraîna la mort d'une cinquantaine de manifestants pacifistes à Sanaa, Saleh a uni contre lui presque tout le Yémen. Outre la jeunesse « révolutionnaire » favorable à la réforme, nombreux sont ceux qui ont réclamé son départ, comme certaines confédérations tribales (les Hashed), anciennement alliées de Saleh, qui ont affronté la garde républicaine à plusieurs reprises en 2011, mais aussi les rebelles « houthistes » qui ont été opposés au gouvernement durant 7 années de guerre civile au nord du pays, ou encore les sécessionnistes de l'ex-Yémen du Sud qui manifestaient à Aden bien avant le soulèvement de 2011. Al-Hadi aura fort à faire pour agir simultanément sur tous ces fronts d'instabilité, tout en luttant, comme il l'a promis, contre la corruption et l'accroissement des inégalités sociales dans le pays le plus pauvre du Moyen-Orient.

Risque terroriste accru

La lutte anti-terroriste, fer de lance de l'action de Saleh pour laquelle il a reçu le soutien, jusqu'à la fin 2011, de l'Arabie Saoudite et des États-Unis, reste une priorité du nouveau président. Les attaques se sont en effet multipliées depuis la naissance d'AQPA en 2009, notamment dans la province méridionale d'Abyan où les islamistes radicaux semblent s'être repliés. Les villes de Lawdar et Zinjibar seraient ainsi en partie contrôlées par Al-Qaïda, malgré des attaques lancées régulièrement sur elles par des drones de l'armée américaine et des avions militaires yéménites entre 2011 et 2012. Plus de 100 000 personnes auraient été déplacées dans cette zone déclenchant une nouvelle crise humanitaire. En guise de représailles, un attentat-suicide revendiqué par AQPA qui visait le ministre de la Défense, finalement non touché, a été perpétré le 21 mai 2012 contre des militaires qui préparaient le défilé du 22^{ème} anniversaire de la réunification du Yémen. 96 personnes ont été tuées et 300 autres blessées.